

Histoire d'U

... et la suite

Vers la fin de 1977, la nouvelle commençait à circuler dans les Combrailles (au nord-ouest du Puy-de-Dôme). La Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA) reprenait les recherches de minerai d'uranium conduites par la Commissariat à l'Energie Atomique dans les années d'après-guerre.

Les « permis exclusifs de recherche » dits de « Blot-l'Eglise » et de « Prompsat » étaient demandés le 16 octobre 1976. Ils seront accordés, le premier le 25 juillet 1978 et le second le 24 avril 1979.

Le nucléaire n'ayant pas tellement bonne presse, nombre d'habitants commencèrent à se poser des questions. Le 26 novembre 1977, Quatre-vingts personnes réunies à Châtel-Guyon décidaient de créer une association pour s'informer et s'opposer à l'exploitation du minerai d'uranium. Cette création était formalisée par une assemblée constitutive en janvier 1978 sous le nom de l'AEDELEC (Association d'Etude et de Défense de l'Environnement Limagne Combrailles).

Par un heureux pressentiment, les fondateurs ne voulurent pas se limiter à un seul problème. Partis d'une réaction plus ou moins NIMBY (vous savez : pas de ça dans mon jardin...), ils entendaient aborder globalement les enjeux concernant l'environnement, en particulier les données énergétiques.

Un important travail de recherche, de documentation et d'information du public était rapidement engagé. Des contacts étaient établis avec d'autres mouvements, nombreux à cette époque, agissant dans le même sens.

Là aussi, dès le départ, un choix a été fait. L'association se voulait indépendante mais entendait travailler avec un maximum de partenaires, et non isolément. Un collectif sur les problèmes d'énergie a d'ailleurs fonctionné pendant plusieurs années avec des associations du Puy-de-Dôme et de l'Allier. Des relations ont été créées et subsistent encore aujourd'hui.

Tout cela n'était pas du goût de tout le monde. En août 1979, la Municipalité de Châtel-Guyon s'affolait devant un tract informant les curistes sur les projets d'exploitation du minerai d'uranium et des risques que cela présentait pour les eaux minérales et l'avenir de la station thermale. Après une diffusion interrompue par les forces de police, l'affaire se terminait devant la Cour d'Appel de Riom par un arrêt rejetant la requête du Maire. Ce fut une première expérience juridico-policière, suivie en plus de trente ans par pas mal d'autres.

Au fil des années, l'AEDELEC a évolué. Elle s'est développée et diversifiée. Par arrêté préfectoral du 2 octobre 1995, elle a été agréée en qualité d'association de protection de l'environnement. L'Assemblée générale du 30 août 1996 a étendu son activité à l'ensemble du département du Puy-de-Dôme et adopté le nouveau nom de « Puy-de-Dôme Nature Environnement ».

Par contre, la politique suivie dans le domaine du financement a été maintenue. Les ressources proviennent essentiellement des cotisations des adhérents. Les bénéfices des ventes (livres, papier recyclé...) et les subventions ne représentent que peu de choses. Ce choix limite nos moyens, mais il est celui de la liberté. Notre plus grande richesse est le bénévolat de nos adhérents.

Une liste complète des actions menées serait bien difficile à établir ! On peut noter que nous avons toujours été présents dans les domaines les plus sensibles et les plus difficiles.

La lutte pour une sortie du nucléaire reste une priorité de l'association. S'y est ajoutée l'action contre les OGM. Là encore, le travail n'a pas été fait isolément. Il a été conduit au sein du collectif mis en place sur l'Auvergne et en soutien aux militants les plus engagés.

Parallèlement, l'association a poursuivi la diffusion d'informations, les réunions, pétitions, interventions auprès des administrations et des élus, occupations de chantiers, manifestations, les études de dossiers et publications... dans des domaines aussi divers que les plantes médicinales ou les transports, en passant par l'eau, le Paris-Dakar, la culture biologique...

Retenons quelques actions qui nous ont particulièrement mobilisés :

- la diffusion de papier recyclé a contribué à faire avancer l'idée de recyclage
- l'opposition au barrage sur la Sep, de 1990 à 1994, n'a pas permis de sauver une vallée remarquable, mais a porté devant le public le débat sur l'irrigation
- la lutte contre l'autoroute Clermont-Bordeaux, de 1988 à 2000, a été longue, difficile, compliquée, et n'a pu que limiter les nuisances de l'autoroute « la plus bête du monde »
- pour Vulcania, rebaptisé Giscardoscope, l'objectif malheureusement non atteint, était de déplacer le site retenu hors de la chaîne des Puys
- un très gros travail sur les anciennes exploitations de minerai d'uranium a déjà abouti au nettoyage de certains sites et à renforcer une relative mise en sécurité des déchets, tout en montrant la conduite irresponsable du lobby pro-nucléaire
- sur le projet d'incinération des ordures ménagères, l'association a pris les premières initiatives et largement contribué à une très forte mobilisation du public qui continue encore maintenant. Cela représente aussi un énorme travail de recherche, de documentation, de diffusion d'information que nous n'avons pas l'intention de relâcher.

Ainsi, pendant déjà plus de trente ans, l'association a poursuivi une activité permanente. Pendant plus de trente ans, les événements nous ont donné raison, la volonté de l'opinion publique de refaire une planète habitable s'est affirmée.

Autant dire qu'il faut continuer.